

19.05.2009 - 11:03 Uhr

## «Ernst & Young European Fraud Survey»: alors que la récession frappe, le risque de fraude augmente en Suisse

Zurich (ots) -

L'enquête européenne «Ernst & Young European Fraud Survey» publiée aujourd'hui, révèle des tendances inquiétantes concernant les pratiques commerciales jugées acceptables par les employés des entreprises, tandis que la récession s'accroît en Europe.

Au total, plus de 2200 employés de grandes entreprises, dans 22 pays européens, ont participé à l'enquête. Si les réponses varient selon les juridictions, certains thèmes sont récurrents. Fait alarmant, selon la moitié des personnes interrogées en Europe et 40% des participants suisses, un ou plusieurs types de comportement contraire à l'éthique sont acceptables. A titre d'exemple, 25% des participants européens et 20% des participants suisses jugent acceptable le fait de donner un bakchich pour obtenir du travail.

On relève même qu'une minorité non négligeable des participants européens (8%) considèrent le fait de déformer les performances financières de leur entreprise comme justifiable pour survivre aux perturbations économiques actuelles. Seuls 2% des participants suisses partagent ce point de vue.

Selon Michael Faske, responsable Fraud Investigation & Dispute Services chez Ernst & Young en Suisse, «bien que les Suisses aient un point de vue légèrement différent face à la fraude, les résultats de cette enquête montrent que les employés des entreprises en Europe manifestent de la tolérance à l'égard des comportements contraires à l'éthique, ce qui est à la fois décevant et inquiétant». Payer pour obtenir du travail, et même falsifier délibérément les performances financières afin de dissimuler des résultats décevants, ce sont là des comportements que cautionnent un nombre alarmant de participants.

Un sérieux problème qui s'aggrave

Non seulement un ralentissement économique révèle davantage les fraudes parce que l'effet masquant de la croissance économique a disparu, mais la pression subie par les cadres dirigeants pour maintenir le niveau du chiffre d'affaires et des bénéfices s'intensifie, et la tentation de recourir à la fraude devient plus forte.

Selon Michael Faske, «dans le climat économique actuel, les dirigeants subissent une pression incroyable afin de maintenir le niveau d'activité et d'atteindre les objectifs financiers, tant au niveau personnel qu'au niveau de l'organisation».

Les changements structurels fréquents ainsi que le manque de clarté au niveau des responsabilités sont propices à des comportements frauduleux dans les périodes prospères. Bien entendu, un tel phénomène s'accroît dans un contexte de récession, où des problèmes de ce genre sont plus fréquents.

Comme l'explique Michael Faske, «lorsque les entreprises suisses licencient ou changent de mains, il se peut que des lacunes apparaissent dans les processus de contrôle financier». En Suisse, 30% des personnes interrogées pensent que la fraude augmente lors de fusions ou acquisitions (45% en Europe). Selon 88% des participants suisses, les licenciements constituent une des causes premières de

l'augmentation des risques de fraude à la suite d'une fusion. Pas moins de 37% d'entre eux pensent que les pratiques et procédures normales risquent d'être négligées en cas de licenciements; 60% d'entre eux - c'est plus que la moyenne européenne - pensent que les normes de comportement différentes de deux entreprises qui fusionnent posent un défi majeur dans le cadre de la lutte contre la fraude.

Le pessimisme gagne l'ensemble de l'Europe

Plus de la moitié des personnes interrogées (53% des Suisses et 55% des Européens) pensent que la fraude dans les entreprises va s'accroître dans les années à venir. On s'attend à cette augmentation de la fraude dans les entreprises en raison des changements mis en place en réponse au ralentissement économique, mais aussi en raison d'un affaiblissement de la lutte contre la fraude, des pressions destinées à protéger le futur de l'entreprise et à maintenir les bonus et les rémunérations à un niveau élevé. En Suisse, seules 5% des personnes interrogées pensent que la fraude dans les entreprises va diminuer. Selon Michael Faske, «d'une manière générale, les gens pensent que la fraude va s'accroître en Europe, indépendamment de la situation géographique ou de la richesse économique relative des pays. Il s'agit d'une récession globale et la fraude est un problème global».

La direction est considérée comme une partie du problème

De ce point de vue, les participants suisses ne se démarquent pas beaucoup de leurs homologues européens: selon eux, tous les échelons de direction des entreprises, loin d'être exemplaires, font partie du problème. C'est même à ce niveau-là qu'on trouve d'après eux le plus grand risque de fraude; 38% d'entre eux citent la direction générale et 36% les cadres moyens comme les niveaux d'organisation où le risque de fraude est le plus important. Environ 71% des personnes interrogées en Suisse expriment des doutes quant à l'intégrité des dirigeants de leur entreprise. Ce chiffre est presque identique à la moyenne européenne (69%). En outre, 88% des sondés pensent que les membres de la direction sont enclins à transgresser les règles afin de répondre aux objectifs fixés en période de crise économique. Seuls 22% des participants suisses (24% des Européens) pensent que les dirigeants de leur entreprise agissent avec beaucoup d'intégrité personnelle.

Par conséquent, compte tenu de cette défiance à l'égard de la direction qu'expriment les personnes interrogées, les employés attendent des autorités de surveillance davantage de mesures destinées à les protéger et à faire en sorte que leurs supérieurs soient obligés d'intensifier leurs efforts pour protéger les entreprises de la fraude. L'enquête souligne le fait que les Suisses croient plus fermement que la moyenne européenne en la nécessité de renforcer la présence des gouvernements et des autorités ainsi que la surveillance destinée à combattre activement et à réduire les risques de fraude.

Comme l'explique Michael Faske, les inquiétudes des employés sont fondées car «les cadres supérieurs qui dirigent les gens interrogés dans cette enquête sont plus enclins à tolérer les actes de corruption et les pratiques comptables frauduleuses que les cadres moyens. En effet, nos interactions avec les autorités de surveillance suggèrent que ces derniers sont tout à fait conscients des dysfonctionnements en matière de gouvernance d'entreprise et se déclarent favorables à des mesures beaucoup plus radicales». En outre, 66% des participants suisses estiment que les dirigeants devraient être tenus personnellement responsables des défaillances dues à la fraude survenant sous leur direction..

Est-ce le moment de réagir?

Ainsi que le souligne Michael Faske en guise de conclusion, le fait que la fraude est l'un des sujets prioritaires dans l'ordre du jour des entreprises a aussi de bons côtés: «La bonne nouvelle, c'est

que la période difficile que nous vivons actuellement peut nous permettre d'initier des changements plus rapidement et plus efficacement qu'en des périodes plus prospères. Il est maintenant temps, pour les dirigeants, de prendre des mesures énergiques et rapides afin de renforcer l'importance d'un comportement éthique dans le cadre des pratiques commerciales».

A propos de l'enquête

En février 2009, nos chercheurs ont mené au total 2246 entretiens avec des employés dans 22 pays européens, par téléphone ou en ligne. Les participants à l'enquête ont été recrutés au sein d'entreprises multinationales et/ou cotées en Bourse de plus de 1000 employés, 48% d'entre eux travaillent pour des entreprises de plus de 5000 employés, 92% pour des entreprises de plus de 500 employés.

Bref portrait d'Ernst & Young

Ernst & Young est un des leaders mondiaux dans les domaines de l'assurance, la fiscalité, les transactions et le conseil. Nos 135'000 collaborateurs, répartis dans le monde entier, partagent les mêmes valeurs et un engagement inébranlable pour fournir une qualité de haut niveau. En Suisse, Ernst & Young est un des leaders en audit et en conseil. Elle offre également ses services dans les domaines de la fiscalité et du droit ainsi qu'en matière de transactions et de comptabilité. Nos 1'900 collaborateurs ont d'ailleurs dégagé un chiffre d'affaires de CHF 563 millions pour l'exercice 2007/08. C'est en aidant nos employés, nos clients et les communautés auxquelles nous appartenons à donner le meilleur d'eux-mêmes que nous faisons la différence. Pour de plus amples informations, rendez-vous sur notre site Internet [www.ey.com/ch](http://www.ey.com/ch).

Ernst & Young désigne l'organisation mondiale des sociétés membres d'Ernst & Young Global Limited, chacune d'entre elles étant une entité juridique séparée. Ernst & Young Global Limited, société britannique, ne fournit aucun service aux clients.

Contact:

Simone Jeanne Isermann  
Ernst & Young  
Porte-parole  
Tél.: +41/58/286'35'97  
E-Mail: [simone.isermann@ch.ey.com](mailto:simone.isermann@ch.ey.com)

Diese Meldung kann unter <https://www.presseportal.ch/fr/pm/100016476/100583539> abgerufen werden.